

Le 5 mars le Medef et la troïka Berger rejouent la comédie du Pacte. S'attaquer au chômage record ? Non, transférer les impôts et les cotisations sociales des patrons vers les actifs, chômeurs et retraités. S'en prendre au service public, à la Sécurité sociale et appeler « Pacte de responsabilité », fallait le faire. Mais les conjurés du Pacte osent tout, c'est même à ça qu'on les reconnaît. Le Pacte est leur propriété, ils ne consultent personne, ils négocient dans les couloirs des locaux du Medef... Il faut lire le contenu réel du Pacte, qui reprend le programme intégral du Medef. C'est d'un Pacte social de solidarité dont nous avons besoin. Le 7 Jours prochain y reviendra. Pour l'heure faisons l'autopsie de la manœuvre Hollande-Gattaz.

# Le Pacte de responsabilité =



Le Pacte de « responsabilité » ? Quel Pacte ? Répondre par Oui ou par Non à ce Pacte est hors sujet. D'abord parce que ni Hollande ni Gattaz ne vous demandent pas votre avis. Ils ne vous représentent pas. Ensuite parce que ce Pacte n'existe pas ! Ce n'est que le programme du patronat. Formulé en langue de bois du Medef. Décryptage.

## Contrepartie ? Mais à quelle « partie » ?

Dans les 25 engagements du Medef, sous-titrés « Mobilisation pour créer 1 million d'emplois », il n'y a pas un seul mot pour traiter le chômage et les chômeurs autrement que par le mépris. **Vérifiez !** Vous trouverez l'intégrale du pavé du Medef à l'adresse : [http://www.filpac.cgt.fr/IMG/pdf/25\\_engagements\\_Pacte\\_Medef.pdf](http://www.filpac.cgt.fr/IMG/pdf/25_engagements_Pacte_Medef.pdf)

1 million d'emplois ? En 28 pages, le Medef ne parle que du *taux de marge* (profit), des impôts, du coût du travail et des « charges », c'est-à-dire les cotisations sociales. Le Medef parle... de lui. **Exemples cités parmi les 25 points :**

- (4) Bâtir des indicateurs partagés d'efficacité du Pacte, et de suivi des engagements des parties prenantes.
- (6) Documenter (*sic*) les capacités de création d'emplois de manière transverse ou par filière en lien avec l'ambition (*re-sic*) de un million d'emplois
- (8) Lancer dans les branches une dynamique commune d'objectifs concrets spécifiques
- (10) Lancer une campagne nationale de valorisation des métiers en souffrance
- (11) Poursuivre et amplifier l'initiative du dialogue économique qui a été organisé en 2013 entre certains partenaires sociaux (CFDT, NDLR)
- (16) Suivre les indicateurs de de l'investissement et travailler avec les professionnels (banques, assurances, capitaux-risqués...) à de nouveaux outils de financement ou au renforcement des outils existants.
- (19) Diffuser l'esprit d'entreprendre au sein de la sphère publique, etc. etc. etc.

## Le Pacte ? Quelle partie jouent Gattaz et Hollande ?

Hollande et Gattaz se sont mis d'accord pour ne pas s'en prendre au chômage. Face aux 5 228 800 Chômeurs (Dom compris) + 667 800 chômeurs "D" et "E", **voici le contenu actuel du Pacte :**

- Le Crédit d'impôt (CICE) accordé aux entreprises, **payé par la hausse de la TVA**, est maintenu.
- Les 10 milliards d'exonération de cotisations patronales seront étendus.
- Les mesures Fillon d'allègement des cotisations (10 milliards) sur les salaires seront renforcées.
- Une révision générale de financement de la Sécurité sociale, branche Famille et branche Santé sera entamée de façon à transférer les cotisations patronales vers les actifs, chômeurs et retraités.

**Le vrai projet de Gattaz : surtout garder un chômage de masse !**

**1** Gattaz affirme que « *l'idéal serait de faire 100 milliards d'économies de dépenses publiques en 5 ans* ». 100 milliards ? Moins d'infirmières des hôpitaux publics, de pompiers, d'écoles et de crèches, de ponts et de routes, de bureaux de poste, de sergents de ville, d'établissements publics de santé, de maisons de retraite...

**2** Gattaz vise la Sécurité sociale : « *Le président de la République a parlé d'abus de la protection sociale... Là j'ai applaudi, il faut y aller.* »

C'est pourquoi « l'engagement » n°5 du Medef est rédigé de cette manière : « **Contribuer activement aux travaux en cours au sein du haut Conseil du Financement de la Protection sociale sur le Coût du Travail.** »

**3** « *L'idée n'est pas de contraindre les entreprises à embaucher, c'est de faire qu'elles viennent en France parce qu'elles trouvent un terreau favorable.* » Gattaz ne veut surtout pas de contrainte à l'embauche. Le chômage est son arme, qui répand la peur et la dissuasion de résister.

**4** Alors, nos 5 228 800 Chômeurs (Dom compris) + 667 800 Chômeurs des catégories "D" et "E" ? Gattaz et Hollande leur disent : « *Le Pacte d'aujourd'hui allègera les impôts et les cotisations patronales de demain de façon qu'après demain les profits s'accroissent pour qu'un jour peut-être le patronat embauche, mais ce ne sera pas avant 5 ans de toute façon.* »

**5** Pendant ce temps, le Medef dans la négociation de l'indemnisation des chômeurs s'acharne contre les plus de 55 ans après avoir insulté les intermittents du Spectacle.

**Circulons, manifestons, ce n'est pas une négociation !**

### **Appel des organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires au 18 mars contre le « Pacte »**

Face à la situation sociale vécue par les salariés du privé et du public, les privés d'emploi et les retraités de notre pays, elles décident de faire du 18 mars une journée interprofessionnelle de mobilisation massive. Elles les appellent à prendre toute leur place dans cette journée d'action tant sur leur lieu de travail que dans les territoires.

**Elles invitent à rechercher l'unité d'action la plus large** pour exiger des mesures urgentes en faveur des salaires, de l'emploi, de la protection sociale et du service public.

La stagnation du SMIC et le gel du point d'indice des fonctionnaires sont intolérables et handicapent gravement la relance économique. L'augmentation des salaires dans le public comme dans le privé est donc une priorité.

**Les entreprises reçoivent plus de 172 milliards d'aides publiques sous la forme d'allègements ou d'exonérations fiscales et sociales, sans aucune conditionnalité ni évaluation de l'efficacité de ces aides** en matière d'emploi et d'investissements, et sans contrôle. L'ensemble de ces aides doit être remis à plat et évalué économiquement et socialement.

**La relance de l'emploi passe par un plan socialement utile, d'investissements industriels, de sécurisation de l'emploi pour les salariés, de création d'emplois de qualité, de relance du pouvoir d'achat et de développement des services publics.**

**Nos organisations considèrent que les annonces liées au "Pacte de responsabilité", et en particulier les 50 milliards d'euros d'économies programmées, répondent d'une logique inacceptable d'austérité** et attaquent inévitablement le financement des services publics, de la protection sociale et de la solidarité nationale alors que les besoins sociaux augmentent.

**Nos organisations réaffirment que la protection sociale est un droit universel.** Celle-ci est partie intégrante du salaire socialisé. Supprimer la cotisation des entreprises à la branche famille conduit de fait à le diminuer. Elles s'opposent au transfert du financement de la branche famille des entreprises vers la fiscalité des ménages (y compris par la fiscalité locale). Elles réaffirment leur attachement aux droits familiaux financés par la branche famille de la sécurité sociale. C'est un des éléments qui concourt à l'égalité entre les femmes et les hommes en favorisant l'accès au travail des femmes.

Les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires appellent l'ensemble des salariés, chômeurs et retraités à se mobiliser et à participer massivement aux actions interprofessionnelles de manifestations, rassemblements et grèves du 18 mars.